



## edito

### UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... LA SUITE

Qu'il est difficile, en ce début de printemps, d'avoir un regard sur l'actualité sociale tant le débat est pollué par les affaires politico-médiatiques de certains témoins du mensonge et de la magouille ! Il est impossible d'entendre autre chose, si ce n'est sur les réseaux sociaux, que mise en examen, emploi fictif, cadeau, ralliement, trahison, cocufiage, cabinet noir, vert ou bleu. Celles et ceux qui prétendent que le débat de fond n'a pas lieu ont raison. Pour autant personne ne peut dire que les programmes ne sont pas connus. Les principales mesures des candidats ont été présentées et peu de prétendants parmi les onze apportent une réponse au monde du travail, aux revendications des travailleurs, des retraités, des chômeurs.

La démagogie d'extrême-droite, par son discours, aborde les sujets qui attirent l'oreille des salariés et des plus modestes, c'est un fait. En s'adressant aux populations qui ont tout perdu ou presque, qui vivent dans des déserts industriels où les services publics ont disparu, où la puissance publique a capitulé, et devant la vision d'un avenir qui se dessine meilleur pour les autres, en ville métropolitaine, l'extrême-droite a réussi, temporairement, là où d'autres ont échoué ou renoncé. Cette situation n'est pas une fatalité mais le résultat de politiques publiques d'aménagement du territoire, d'acceptation de la désindustrialisation, de choix économique, de coupes budgétaires qui ont fragmenté, segmenté les populations. Il faut bien se rendre compte qu'aucune des propositions sociales qu'elle fait n'aura de répercussion une fois élue.

Ce qui motive l'extrême-droite, c'est la division tant entre individus qu'entre territoires : les salariés entre eux par leurs nationalités, leurs origines, leurs religions, leurs lieux de vie. Et dans le même temps, elle veut imposer une confrontation des populations entre territoires, rural contre urbain, villes moyennes contre métropoles, métropoles entre elles, périurbain contre périphérie. C'est un fonds de commerce qui est tout dévoué à l'Union Européenne, dont il ne sortira pas, à la bourgeoisie et au capital. Quant au programme économique, il n'est en rien différent de la droite classique et de son soutien au capital,

ce qui n'est pas surprenant.

Qu'en est-il des questions de politique industrielle structurante dans le débat public actuel ? Rien ou pas grand-chose, ou alors pour dire que l'industrie est principalement axée sur des entreprises de taille PME et TPE, que pour les dernières, ce ne sont pas des entreprises comme les autres et que les salariés non plus ne sont pas comme les autres. Alors il faut encore plus les aider par de l'argent public. Au contraire, elles sont comme les autres et les salariés devraient et doivent avoir les mêmes droits.

Regardons la structuration du capital dans les entreprises de manufacture et autres depuis plus de trente ans. Transformations de grands groupes, dans de grandes entités, sur des grands sites, en des groupes de taille moyenne, siège sociaux et filiales, petites entités sur des sites éclatés et en concurrence, avec un poids énorme des donneurs d'ordre sur la sous-traitance, qui entre parenthèse leur appartient dans presque tous les cas. Et là dedans des salariés avec moins de droits sociaux, une redistribution du travail salarié, une représentation syndicale, essentiellement CGT, qui est combattue, donc très difficile à mettre en place, et par conséquent un combat idéologique de classe extrêmement compliqué à mettre en place.

Nous voyons bien que ce n'est pas le fait du hasard et que tout est calculé, réfléchi et planifié. Le capital a besoin, c'est une nécessité, de parti politique qui défende ses intérêts, quelle que soit la couleur politique originelle. Il met en place et décide. Il faut que ça change.

Les salariés, sous impulsion de la CGT, ont leur avenir entre leurs mains et cela dès maintenant en créant les conditions du rapport pour reprendre ce qui nous a été volé, et conquérir des avancées sociales pour changer en profondeur de société. Les conquis sont le fruit de la lutte, classe contre classe.

**Bon courage à vous !**

*Sébastien Martineau - Secrétaire Général*

#### Sommaire :

##### Editorial :

|  |          |
|--|----------|
| Une époque formidable ... la suite             | P. 1     |
| Services Publics : 25 Avril, prenons la parole | P. 2     |
| Résultats Elections TPE 2016                   | P. 3 & 4 |
| Congrès UL de St-Florent du 22 Mars            | P. 5 & 6 |
| Tract Retraités                                | P. 7 & 8 |
| Souscription UD                                | P. 9     |
| Vente à l'UD                                   | P. 9     |
| Colonie de Péronne                             | P. 10    |



#### AGENDA

\*\*\*

#### FORMATION SYNDICALE

- CHS-CT du 12 au 16 Juin 2017 (\*)
- INDECOSA les 14, 15 & 16 Juin 2017
- ECO-CE du 19 au 23 Juin 2017 (\*)

*Déposez vos congés éducation  
auprès des directions 1 mois avant le début du stage  
et informez l'UD de votre participation.*

*(\*) Formation quasi obligatoire pour les nouveaux élu(e)s*



Coordination du Cher



UD du CHER

### **Après 10 ans de réforme territoriale, que reste-t-il de nos mairies ?**

**LE 25 AVRIL 2017, À PARTIR DE 18 HEURES,**  
**ESPACE NELSON MANDELA À SAINT GERMAIN DU PUY**

**USAGERS ET SALARIÉS DES SERVICES PUBLICS,  
ENSEMBLE PRENONS LA PAROLE !**

*La CGT du Cher organise un débat public, ouvert à toutes et à tous sur l'avenir des Services Publics, sur ce que nous voulons en faire.*

*Nous constatons depuis de nombreuses années une dégradation régulière des Services Publics.*

*Dans votre commune vous avez pu constater :*

- ☞ *Les fermetures des Postes, des casernes de pompiers, des écoles, etc ....*
- ☞ *Les réductions des ouvertures des Mairies, la baisse de l'entretien des voiries, etc ....*

*Vous et nous, nous sommes victimes de ces réformes. Ces réformes responsables de la désertification des campagnes et de choix politiques ne répondent pas aux besoins réels de nos villes et de leurs habitants.*

**Alors le 25 avril 2017  
venez échanger, débattre  
et ensemble trouvons des solutions concrètes  
à cette situation.**

**RÉSULTATS ÉLECTIONS TPE DÉCEMBRE 2016**

|                       | <b>CHER</b>   | <b>EURE ET LOIR</b> | <b>INDRE</b>  | <b>INDRE ET LOIRE</b> | <b>LOIR ET CHER</b> | <b>LOIRET</b> |
|-----------------------|---------------|---------------------|---------------|-----------------------|---------------------|---------------|
| Nombre d'inscrits     | 17 646        | 24 322              | 14 363        | 39 501                | 21 311              | 39 211        |
| Nombre de votants     | 1 670         | 1 784               | 1 574         | 3 478                 | 1 985               | 3 184         |
| Taux de participation | 9%            | 7%                  | 11%           | 9%                    | 9%                  | 8%            |
| Blancs et nuls        | 49            | 36                  | 49            | 72                    | 51                  | 76            |
| Suffrages exprimés    | <b>1 621</b>  | <b>1 748</b>        | <b>1 525</b>  | <b>3 406</b>          | <b>1 934</b>        | <b>3 108</b>  |
|                       |               |                     |               |                       |                     |               |
| <b>CGT</b>            | <b>28,32%</b> | <b>18,31%</b>       | <b>25,90%</b> | <b>23,11%</b>         | <b>24,92%</b>       | <b>21,62%</b> |
| FO                    | 12,34%        | 15,50%              | 19,28%        | 15,85%                | 13,60%              | 12,58%        |
| CFDT                  | 15,79%        | 13,39%              | 10,69%        | 13,86%                | 14,17%              | 17,02%        |
| CFTC                  | 5,06%         | 6,69%               | 4,59%         | 7,37%                 | 6,31%               | 6,85%         |
| CFE-CGC               | 2,59%         | 2,63%               | 1,11%         | 2,29%                 | 1,65%               | 3,96%         |
| UNSA                  | 12,03%        | 15,39%              | 17,84%        | 13,98%                | 15,46%              | 14,67%        |
| US SOLIDAIRES         | 2,71%         | 2,40%               | 2,75%         | 5,46%                 | 3,21%               | 4,09%         |
| FSU                   | 0,25%         |                     | 0,33%         | 0,23%                 | 0,36%               | 0,23%         |
| SPAMAF                | 6,17%         | 11,56%              | 3,41%         | 4,87%                 | 7,65%               | 6,69%         |
| CSAFAM                | 3,33%         | 3,60%               | 2,43%         | 2,35%                 | 2,64%               | 2,67%         |

**MALGRE UNE ORGANISATION DEPLORABLE DES ELECTIONS TPE,  
LES SALARIES QUI SE SONT EXPRIMES,  
ONT CONFORTE LA CGT A LA PREMIERE PLACE**

La CGT sort confortée comme première organisation syndicale de ce scrutin avec 23,35 % laissant les autres organisations syndicales loin derrière à plus de 10% au niveau national. Le Patronat et le Gouvernement ont tout mis en place pour entraver l'exercice du droit de vote des salariés des TPE, ils ont tout orchestré pour discréditer le syndicalisme qui combat la Loi Travail.

Le refus du Gouvernement d'entendre les organisations syndicales qui avaient déjà dénoncé, en 2012, les conditions lamentables d'organisation de ces élections, interroge sur les réelles intentions de ceux qui, selon les lieux et circonstances, se présentent comme les défenseurs de la démocratie sociale et du dialogue social.

Ce scrutin prévu fin 2016, reporté par décision unilatérale du Gouvernement à Janvier 2017, sans moyens pour prévenir les électeurs, marque un nouveau sabotage organisé.

Il se traduit par une nouvelle baisse de la participation qui passe de 12,49% en 2012 à 8,75% en 2017 en région Centre Val de Loire. Nous ne pouvons pas comparer pour notre département, c'est la première fois que nous disposons des résultats départementaux.

Des faits majeurs montrent à quel point le Gouvernement a bradé la préparation et l'organisation de cette consultation :

- un refus de donner la possibilité aux salariés de voter physiquement, ne leur laissant comme seule alternative que le vote par Internet ou par correspondance,
- l'ouverture de ces élections à la multiplication de listes dont certaines cultivent la préférence régionale en bafouant les principes républicains,
- près de 20 % des électeurs de la région Centre, dont les adresses étaient erronées, ont été privés de matériel de vote et de la possibilité de s'exprimer,
- 14300 salariés en région Centre n'ont pas eu de numéro d'électeur, les privant aussi du matériel électoral et de leur droit de vote, soit 10 % du corps électoral,
- de nombreux salariés inscrits au siège de leur entreprise, ouvrant la voie à toutes les opérations de « trituration » électoral et privant la plupart de leur droit de vote,
- d'autres salariés ont été privés de matériel électoral et malgré leurs recours, n'ont jamais reçu de matériel et n'ont pu voter.

La CGT a consigné l'ensemble de ces irrégularités, preuves à l'appui, lors de la tenue de la commission de recensement des votes le 3 Février 2017 au siège de la DIRECCTE Centre, en insistant sur deux aspects.

Une consultation pour mesurer la représentativité du Syndicalisme dont la mission est d'agir pour la défense de l'intérêt général, garantir la démocratie, ne recueille pas les mêmes moyens de la part de l'Etat et des Collectivités Territoriales que des élections internes ( les primaires) de deux partis politiques !

La CGT a revendiqué le retour à des élections de l'ensemble des salariés actifs, privés de travail, le même jour, sur le temps de travail, pour apprécier la représentativité réelle des organisations syndicales.

Le retour aux élections des Administrateurs dans les Caisses de Sécurité Sociale, constituerait la mesure la plus juste et la plus sérieuse pour définir la représentativité de chaque organisation syndicale.

La CGT remercie toutes celles et ceux qui lui ont apporté leur confiance dans des conditions de vote difficiles.

Nous remercions aussi les UL, les militants, les syndiqués d'avoir été à la rencontre des électeurs pour obtenir le vote CGT.

Il nous faut maintenant travailler ensemble pour aider les salariés des TPE à s'organiser syndicalement aux côtés des autres salariés sur les zones d'activités, les zones commerciales et par professions au plan local pour conquérir de nouveaux droits.

Nous pouvons noter que la CGT a fait son meilleur score de la région dans notre département. Toutefois il nous faut regarder de près la montée de l'UNSA, syndicat réformiste.

Les salariés nous ont confié la responsabilité de porter avec eux leurs revendications dans les commissions paritaires régionales.

**Notre détermination est payante, continuons le combat !!**



# CONGRES UL CGT ST FLORENT/CHER

## INTRODUCTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SORTANT, MICHEL PINAULT, LORS DU CONGRÈS DE L'UL DE ST-FLORENT LE 22 MARS 2017

Bonjour mes Chers Camarades,

Avant d'ouvrir ce congrès je voudrais rendre hommage à ceux qui nous ont hélas quittés depuis notre dernier congrès de 2015. C'est le cas de copains ou de copines notamment dans la section retraités, je pense à Dédé et Jean Sevillano bien évidemment, je ne vais pas tous les citer mais ensemble, je vous demande d'avoir une pensée pour eux. Je vous propose que nous observions une minute de silence en mémoire de nos camarades.

Je vous remercie.

BIENVENUE à tous, UL, UD, IHS, INDECOSA, USR .....

Lors du congrès de l'UD, qui s'est tenu à St-Florent en fin d'année 2016, les orientations décidées pour les années à venir pour le département répondent aux attentes exprimées par les militants de St-Florent. Il reste aujourd'hui à travailler et décider de l'organisation à mettre en œuvre afin de s'inscrire totalement dans la démarche. Beaucoup de sujets ont été abordés, aussi cette introduction sera assez générale et brève, sachant que nous sommes ouverts aux débats et discussions sur tous les thèmes. Ce congrès est l'occasion de débattre de la vie syndicale de l'UL, nous y reviendrons.

L'année 2016 a été très rentable pour les actionnaires du CAC 40 ; le jackpot ! Ils ont en effet engrangé près de 76 milliards d'euros de profits, un quasi record depuis la crise financière. De l'autre, le SMIC quant à lui ne bénéficie pas d'un coup de pouce du gouvernement, après 54 mois de blocage des pensions et retraites. C'est donc quelques centimes d'augmentation, pas même de quoi couvrir les hausses du prix des énergies, quand on dénombre déjà 12 millions de Français concernés par la précarité énergétique, 9 millions vivant sous le seuil de pauvreté, 4 millions de mal-logés et 143000 SDF, dans un pays qui s'enorgueillit d'être la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale et le pays des droits de l'homme. Cette politique d'austérité qui n'a que trop duré, ne sert que les intérêts financiers du patronat et conduit à l'explosion des inégalités et de la pauvreté.

Cette politique d'austérité est inefficace économiquement ; 1 million de chômeurs de plus en cinq ans et l'explosion des contrats courts, des temps partiels instaurant un peu plus la précarité dans le monde du travail.

Le problème central auquel aucun gouvernement successif ne s'est attaqué ; le coût du capital notamment, les milliards de dividendes et intérêts servis aux actionnaires à quoi vient s'ajouter 230 milliards d'aides, de

crédits d'impôts et d'exonérations aux entreprises, le CICE, sans aucun contrôle de cette dépense publique.

Ceci a été porté à l'attention de ce gouvernement, il faudrait déboucher l'oreille gauche de HOLLANDE, mais il n'a pas d'oreille gauche !!!

Les traditionnels vœux de ce début 2017 n'auront en rien changé la situation sur notre planète avec des risques de guerre qui n'ont jamais été aussi grands, quand les inégalités sont si criantes, que les 8 plus grandes fortunes du monde possèdent autant de richesses que 3,6 milliards des habitants les plus pauvres. Chaque jour en France et dans le monde, le nombre de pauvres et de laissés pour compte ne cesse de grandir. Des enfants, des femmes, des hommes meurent de faim. Des bombes pleuvent et conduisent au déplacement de populations pour les profits de quelques-uns.

L'année 2017 débute sous le signe de la régression pour les travailleurs avec l'entrée en vigueur de la loi travail, le catalogue de reculs sociaux passé en force via le 49-3 impacte déjà notre quotidien. Aujourd'hui nous devons plus que jamais nous mobiliser autour de la défense des acquis de notre histoire. La riposte CGT doit s'organiser contre l'application de la loi El Khomri, notamment par les UL concernées, autour d'actions solidaires et interprofessionnelles dans chaque entreprise où la situation l'exigera.

En 2017, aura lieu l'élection présidentielle puis législative. L'occasion sera donnée au peuple de s'exprimer quant à son avenir, son choix de société à laquelle il aspire. Les enjeux sont de taille ; les propositions, toutes aussi mauvaises les unes que les autres, de réforme du système de protection sociale fusent de la part de la majorité des politiques. Quasiment tous les corps de métier sont aujourd'hui touchés par le mal-être et la souffrance au travail, notamment la santé avec les conditions de travail de ses personnels qui n'ont de cesse de se dégrader, entraînant des suicides dans une proportion sans précédent dans cette profession. Il s'agit d'ouvrir la voie, mais ce n'est pas nouveau, aux assureurs privés.

En différenciant ainsi les soins « utiles » et les autres !!! (Critères ?), en remplaçant progressivement les cotisations sociales par l'impôt, notamment en fusionnant la CSG avec l'impôt, en réformant le financement des régimes de retraite et de l'assurance chômage, en réservant les prestations aux seuls Français, en bref, s'attaquer à la logique historique qui a présidé à la mise en place de la sécurité sociale.

Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins, c'est répondre au travers d'un système contributif solidaire, sans discrimination, aux aléas de la vie et aux besoins de la population. 70 ans après sa création, la Sécurité Sociale n'a pas vocation à se restreindre. Elle a, au contraire, besoin de se développer vers la prise en charge à 100% sous couvert d'une gestion assurée par les travailleurs, afin de garantir l'égalité dans la couverture des besoins sociaux.

Les possédants, ceux qui deviennent chaque jour de plus en plus riches, ne peuvent accepter le partage des richesses nationales. De tout temps, ils ont tenté de faire reculer ces acquis sociaux et démocratiques. Pourtant de l'argent il y en a en France. Organiser une redistribution équitable des richesses au travers des questions de la santé, de l'éducation, du logement est réalisable sans remettre en cause l'économie du pays.

La présidentielle à venir, avec 1/3 des candidats voleurs dignes du grand banditisme, la présidentielle, je disais donc, est l'élection de tous les dangers. Les discours des candidats n'ont jamais été aussi loin de notre quotidien, leurs programmes issus des préconisations de la Commission Européenne pour une large part. Les 25 dernières années ont été marquées par la remise en cause permanente des droits et avancées sociales. La loi travail a été l'apothéose de cette démarche sur ordre de Bruxelles, qui refuse la souveraineté des nations par peur de la souveraineté des peuples. Un voile sombre s'abat sur les Etats-Unis, l'Europe et la France. Le débat d'idées recule comme en 1930, c'est sur la misère, les inégalités, le désespoir, que les idées d'extrême droite trouvent leurs sources. Le gouvernement porte une lourde responsabilité.

Depuis 5 ans, il n'a eu de cesse de satisfaire les attentes et les souhaits du MEDEF et de la finance. Avec la remise en cause des droits des salariés, des moyens pour la santé, de la casse du service public, etc., etc.

La CGT, confirmée 1<sup>ère</sup> organisation syndicale représentative, après les élections dans les TPE est observée, écoutée et appréciée. En cette période électorale, l'heure n'est pas au silence et l'inaction, bien au contraire. La CGT est dans son rôle de mobilisation, d'information, de questionnement, de discussion, de débats, autour des questions porteuses de progrès social et d'émancipation du monde du travail.

Nous ne voulons ni d'un retour au 19<sup>ème</sup> siècle, ni du fascisme déguisé et bien habillé et encore moins d'une société qui conduit à l'individualisme, à la haine, au rejet et à la stigmatisation de l'autre.

N'en déplaise au patronat, aux économistes et experts en tout genre, ainsi qu'aux politiques de presque tout bord, une des causes principales du chômage en France serait... « *la trop grande productivité des salariés qui occupent un emploi* ». Et ce sont les derniers chiffres de la Commission Européenne qui le disent. Chaque travailleur en France aura produit en 2016, 80.000

€uros de richesse : c'est 9 % de plus qu'un Britannique, 11 % de plus qu'un Allemand, 19 % de plus qu'un Italien et 25 % de plus qu'un Japonais, excusez du peu.

Dit autrement cela signifie que, si nous avons une production de richesses au travail équivalente à celle d'un travailleur Japonais, nous devrions avoir 6,9 millions d'emplois de plus, ou d'un Britannique nous aurions 2,6 millions d'emplois en plus. Surprenant non ?

Quant à ceux qui veulent augmenter le temps de travail, et donc sans aucun doute la production de richesse à leur seul bénéfice, ils créeraient des millions de chômeurs en plus !!! Alors vite, débattons et imposons les 32 heures, gage d'une société progressiste.

Sur ce sujet en particulier, mais aussi sur d'autres propositions, la CGT est traitée d'utopiste, mais la lutte des classes pour les droits démocratiques et économiques des travailleurs est un combat qui porte la dignité humaine. Et si être utopique, c'est s'engager dans l'action pour un monde meilleur, œuvrer chaque jour à l'intérêt général, alors oui, la CGT est utopique. Tant que l'exploitation salariale existe, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité parce qu'elle porte l'intérêt du plus grand nombre ; et qui ne se bat pas, ne se mobilise pas, ne peut rien gagner, il ne peut que subir.

Le bilan d'activité de l'UL va être présenté par la suite, mais en tout état de cause, un débat doit s'ouvrir sur le fonctionnement au sein de notre structure d'UL de St-Florent. Je le dis très tranquillement, sans vouloir noircir le tableau, il n'est pas concevable de continuer à articuler notre activité essentiellement avec des retraités, il en va de la pérennité de notre UL. Notre organisation doit être repensée. Ayons le courage de nous remettre en cause, les actifs doivent s'engager et assumer toutes les responsabilités de militants à commencer par l'utilisation des heures de délégation au service de la CGT, le renforcement et l'activité de l'UL. Trop de sujets sont laissés de côté ; juste en exemple, les appels à syndicalisation de salariés souvent ignorés comme c'est le cas malheureusement aujourd'hui.

Avant de passer la main concernant le mandat de Secrétaire de l'UL, je veux remercier tous les Membres, actifs, retraités, Marinette en particulier, l'UD, qui de par leurs engagements ont contribué à l'activité de notre Union Locale de St-Florent. Enfin, je veux vous dire que j'ai apprécié toute la camaraderie, fraternité et solidarité qui prévaut dans notre UL grâce à vous tous mes Camarades. Je continue le combat à vos côtés et propose donc ma candidature comme membre du bureau, si vous acceptez bien sûr, de supporter encore mon mauvais caractère !

Je vous remercie de votre attention.

**VIVE L'UL DE ST-FLORENT  
ET VIVE LA CGT.**





# RETRAITÉS(ES) : OCCUPONS-NOUS DE NOTRE AVENIR

*Faisons-les taire, tous ces experts économiques et sociologues du déclin,  
ces politicards du recul social,  
ces dirigeants patronaux qui en sont restés au siècle dernier.*

**NON ET NON LES RETRAITÉS NE SONT PAS  
UNE CHARGE POUR LA SOCIÉTÉ**

**20 % de perte de  
pouvoir d'achat  
pour les retraités  
en 20 ans**

Assez de ces ministres  
qui depuis des années  
maltraitent les retraités  
à coups de réformes,  
de Balladur en 1993  
à Fillon en 2003 et 2010,

qui ont conduit à une baisse généralisée des retraites de plus de 20 %, sans oublier Wauquiez, alors ministre de Sarkozy, qui n'hésitait pas à qualifier le Revenu de Solidarité Active de « *dérive de l'assistanat* » où se « *nicherait le cancer de la société française* ». Ce sont les mêmes qui veulent supprimer l'impôt sur la fortune.

Assez de voir le gouvernement Hollande/Valls/Cazeneuve perpétuer cette politique en bloquant une augmentation des retraites depuis plus de 1.400 jours en ce début d'année 2017.

**En fait, eux tous ont une même et seule logique : il est intéressant de racketter les retraités et les pauvres car ils sont très nombreux.**

En procédant ainsi ils assèchent une source de dynamique économique et sociale.

Ils oublient que les retraités malgré leurs petites retraites paient la TVA comme tout le monde, qu'ils paient les marchandises comme tout le monde, qu'ils paient des impôts comme tout le monde, qu'ils cotisent aussi à la Sécu, qu'ils paient cher les assurances et mutuelles....

C'est vrai, les retraités ne produisent plus directement de richesses. Mais ils/elles l'ont fait pendant des années de travail et aujourd'hui ils/elles réinvestissent massivement le montant de leurs retraites dans les rouages de la société, que ce soit familialement, socialement mais aussi économiquement.

**LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS :  
CE SONT DES MILLIONS D'EMPLOIS**

280 milliards est le montant des retraites au niveau national.

**Cette somme est réinvestie dans l'économie (nationale) au travers de la consommation des retraités par exemple : 60% pour l'alimentation, 51% pour le logement, 49% pour la communication et 50% pour l'automobile... sans compter le transport, les loisirs et les activités sportives.**

Ce sont ainsi des millions qui directement dépendent du pouvoir d'achat des retraités. Quant à la question de la santé, les retraités sont régulièrement dénoncés comme des boulets, et pourtant là encore ce sont des millions d'emplois dans les maisons de retraite, les services à domicile, les services de santé, et si l'on parlait de l'industrie pharmaceutique qui se fait d'énormes profits sur le dos des malades et de la Sécu.

**17 à 20 %  
de la consommation  
est assurée par les retraites**

Pubs à la télé, dans la presse, colloques, conférences.... les retraités sont devenus une cible pour l'industrie, le commerce, les loisirs, le tourisme, les services, à tel point d'ailleurs que le pouvoir d'achat des retraités a trouvé une appellation le « Silver Economy » ou encore « l'Economie Argentée » (la couleur de nos cheveux ou notre porte-monnaie ?) qui voit son chiffre d'affaires atteindre près de 100 milliards d'euros.

**RETRAITÉS, TOUTES LES RAISONS  
DE NOUS FAIRE ENTENDRE EN 2017**

Pas question qu'en 2017 nous, retraités, soyons obligés de nous serrer encore d'un cran la ceinture.

Pas question qu'en 2017 alors que la France est la 5<sup>e</sup> puissance économique mondiale que nous acceptions de nouvelles coupures sur nos retraites.

**1066 €  
brut mensuel (2015)  
montant moyen  
d'une pension**

Pas question qu'en 2017 nous ne puissions plus faire face aux dépenses les plus élémentaires comme le logement, la santé, le chauffage.....

**RETRAITÉS, NOUS SOMMES UNE FORCE  
SOCIALE ET ÉCONOMIQUE INDISPENSABLE  
DANS NOTRE PAYS**

Nous sommes présents(es) dans quasiment tous les secteurs d'activités.

On nous retrouve dans des responsabilités municipales, politiques, syndicales, la culture, le sport, l'environnement....

Nous sommes un élément déterminant de la vie familiale, sociale, l'éducation, le mouvement associatif et solidaire.

Nous représentons une force économique considérable à la fois comme consommateurs et comme source d'emplois.

**ALORS EN 2017 SOYONS EXIGEANTS**

Rejetons toutes culpabilisations, dénigrements, nous ne sommes pas des nantis ni une charge pour la société.

**Les retraités contribuent  
pour plusieurs milliards  
dans le PIB de la France**

**UNIS, RASSEMBLÉS, NOUS SERONS PLUS FORTS  
POUR FAIRE QUE 2017  
SOIT L'ANNÉE D'AVANCÉES SOCIALES  
POUR LE MONDE DES RETRAITÉS.**

**15,6 millions  
de retraités en France  
tous régimes confondus**

- ☞ **Exigeons tout de suite une augmentation des retraites et pensions de 300 € pour rattraper des dizaines d'années de retard,**
- ☞ **Exigeons le retour à l'augmentation des retraites sur l'évolution des salaires (et non sur le pseudo indice des prix) et cela au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année,**
- ☞ **Exigeons l'annulation de toutes les mesures fiscales qui ont entraîné des pertes de pouvoir d'achat,**
- ☞ **Exigeons une présence syndicale dans tous les lieux où se discute la situation des retraités.**

**40 % de l'aide  
à autrui  
par le bénévolat  
sont assurés  
par les retraités**

**EXIGENCE = RECONNAISSANCE**

Retraités(es), nos exigences ne sont que l'expression d'une juste reconnaissance de notre place dans la société. Nous avons été et nous continuons à être complètement acteurs de la vie sociale, familiale et économique de notre pays.

**Afin de peser dans le débat public, les 9 organisations syndicales et associatives ont décidé de s'adresser aux retraités pour mieux vous connaître, mieux prendre en compte votre avis et mieux vous représenter.**

Ils vous invitent à répondre au questionnaire qui vous sera présenté par les militants et que vous pourrez retrouver sur le site de l'UCR CGT.



## SOUSCRIPTION UD

### METTONS-Y LE PAQUET

EN CETTE DURE PERIODE  
OU NOTRE CGT  
SUBIT DE TOUTES PARTS  
DES ASSAULTS REPETES

\*\*\*\*\*

ACCOMPLISSONS NOMBREUX  
CET ACTE MILITANT  
PROPOSONS NOS BILLETS  
AU MAXIMUM DE GENS

\*\*\*\*\*

DANS TOUS VOS SYNDICATS  
A CE JOUR VOUS POUVEZ  
POUR NOTRE SOUSCRIPTION  
OBTENIR DES CARNETS

\*\*\*\*\*

ET QUAND VOUS LES AUREZ  
ENTIEREMENT DISPATCHES  
VOUS POURREZ A L'UD  
VENIR EN RECHERCHER.

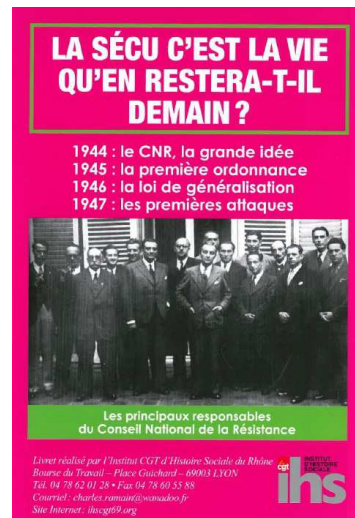
**NOUS SAVONS POUVOIR COMPTER  
SUR VOUS!!**

|  |    |  |  |
|--|----|--|--|
| SOUSCRIPTION DE<br>L'UD - C.G.T. AU CHER<br>2017 |    | SOUSCRIPTION DÉPARTEMENTALE DE LA C.G.T. 2017                        |  |
| Entreprise :                                     |    | Le 12 Juin 2017 seront répartis                                      |  |
| Localité :                                       |    | UN CHÈQUE-CADEAU D'UNE VALEUR DE 150 €                               |  |
|  |    | UN CHÈQUE-CADEAU D'UNE VALEUR DE 100 €                               |  |
|  |    | 2 € le Billet  |  |
|  |    | Un LOT PART CARNET   |  |
|  |    | Des Chèques-Cadeaux d'une valeur de 45 € - 30 € - 15 €               |  |
|  |    | Disques durs externes - Appareils photos numériques - Câblés cadeaux |  |
|  |    | Câbles USB - Appareils ménagers - Outillage - Plats garnis - etc     |  |
| N°   | N° | C.G.T.<br>8 Place Nelson - 18000 BOURGES                             |  |
|  |    | Envoyez par retour de courrier votre enveloppe remplie               |  |

## EN VENTE À L'UD

### LA SÉCU C'EST LA VIE QU'EN RESTERA-T-IL DEMAIN ?

*Livret réalisé  
par l'Institut d'Histoire Sociale du Rhône*



**PRIX :**  
☞  
**3 €uros**

### DVD « LA SOCIALE »

*Film de Gilles Perret*



**PRIX :**  
☞  
**20 €uros**



**- ÉTÉ 2017 -**

**Colo de Péronne (en Bourgogne)  
Centre Jean Andros**

**Séjours pour Enfants de 6 à 14 ans**

| ENCADREMENT  | ACTIVITÉS   | PRIX   |
|--|---|--|
| 2 directeurs<br>1 assistant sanitaire<br>3 animateurs pour 15 à 20 enfants | Piscine dans le parc de la colo<br>Jeux d'eau au moulin : propriété de la colo située à 10 mn de marche<br>Vélo<br>Camping<br>Accrobranche<br>Activités manuelles<br>Visites de grottes (Azé, Blanot)<br>Visite de musée (Azé)<br>..... | A partir de 50 € en fonction des aides financières : Caisse d'Allocations Familiales, CCAS des communes, Conseil Départemental, Jeunesse au Plein Air, Ville de votre résidence, Secours Populaire, Secours Catholique, Comité d'Entreprise.....<br><br>Le transport, l'assurance, les frais médicaux éventuels, le lavage quotidien du linge, toutes les activités et sorties sont inclus.<br><br>Pour information, le coût du séjour est de 997 € soit 47,50 € par jour. |

**SÉJOUR À LA CARTE : 7, 8, 14 ou 15 jours**

- ☞ du 11 au 18 juillet : 8 jours
- ☞ du 18 au 25 juillet : 8 jours
- ☞ du 25 au 31 juillet : 7 jours
- ☞ du 2 au 9 août : 8 jours
- ☞ du 9 au 16 août : 8 jours
- ☞ du 16 au 22 août : 7 jours

**Prix du séjour à la carte :**

- 7 jours : de 50 à 350 €
- 8 jours : de 50 à 400 €
- 14 jours : de 50 à 700 €
- 15 jours : de 50 à 720 €

**Inscriptions et permanences :**



**LE MARDI DE 17 H 00 À 18 H 30**

**DU 2 MAI AU 25 JUILLET 2017 :**

**A Bourges : 8 Place Malus. Tél : 02 48 67 94 88**

**A Vierzon : 11 Rue Marcel Perrin. Tél : 06 73 21 35 76**

**[www.colo-peronne.fr](http://www.colo-peronne.fr) - [info@colo-peronne.fr](mailto:info@colo-peronne.fr)**

**Téléphone : 06 73 21 35 76 ou 02 48 51 56 18**

**Courrier : Centre Jean Andros - 8 Place Malus - 18000 BOURGES**